

# UNITÉ

Numéro 16, octobre 2008

LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE

"La jeunesse est la flamme de la révolution" Karl Liebknecht



## SOMMAIRE

- **Edito**, par Julien Guérin, p.1
- **Socialisation des pertes ou socialisation des banques ?** par Ernest Simon, p.2
- **Notre mouvement face au désastre libéral**, par Jean-François Claudon et Ugo Bernalicis, p.3
- **Les escrocs, les toxiques et les archéos**, par Renaud Chenu et Jérémy Simon, p.5
- **Mort à crédit** par David Torrès, p.6
- **Déclaration du BN**, p.9
- **Toujours pas de boulot pour les jeunes**, par Johann Cesa, p.10
- **"Les jeunes socialistes d'Epinay à la Génération CPE"**, par RC, p.10

## Edito

par Julien Guérin (43)

« La production du capitalisme engendre, avec l'inexorabilité d'une loi de la nature, sa propre négation » disait Karl Marx en 1869. A l'heure de la crise économique et financière la plus grave depuis 1929 ces paroles semblent sonner plus justes que jamais !

Depuis quelques semaines, des rangs de l'UMP à ceux du MEDEF en passant par l'Elysée, les banquiers et les patrons, tous réclament un retour de l'Etat et une meilleure régulation du capitalisme financier ! On croit rêver ! On se pince, quand on sait que ce sont eux les responsables du naufrage actuel ( sur lequel nous revenons de manière détaillée dans ce numéro ), un peu comme si on demandait à des pyromanes d'éteindre eux-mêmes les incendies qu'ils viennent d'allumer ! Il faut être clair : si Sarko et sa bande de tatchériens sectaires s'agitent aujourd'hui, ce n'est que pour sauver un système en faillite. Il en est de même de tous les gouvernements libéraux de la planète : en Allemagne, en Italie et même aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, temples du libéralisme pur et dur, les Etats volent au secours des banques en faillite... Ils nationalisent les pertes avant de reprivatiser les profits dès lors que des vents meilleurs souffleront pour le libéralisme. Des milliards d'euros sont mis sur la table pour sauver les banques alors qu'on nous expliquait que les caisses étaient vides il y a quelques semaines à peine. Des milliards pour sauver les banques et rien pour les salaires ou les retraites, rien pour les travailleurs licenciés de Renault ! Voilà aujourd'hui la vérité d'un système qui éclate dans toute sa brutalité. Sarkozy peut bien dénoncer le capitalisme financier, il n'en continue pas moins sur la même voix et en profite même pour accélérer ses sales coups : privatisation de la Poste, suppression de milliers de postes dans l'éducation nationale, asphyxie de l'hôpital public et de la Sécu, baisse d'impôts confirmée pour les riches... Bref rien de nouveau sous le soleil !

Il ne faut pas avoir peur de le dire, depuis quelques jours le spectacle auquel nous assistons n'est rien d'autre que le paroxysme d'un système que tous les socialistes doivent combattre : le capitalisme qui, en recherchant le profit par tous les moyens, va à sa perte ! La question d'une alternative à cette économie de rentiers, de nantis qui vivent oisivement et jouent en bourse les économies des travailleurs et des salariés est posée.

A Gauche, on en revient encore une fois au tournant de 1983 et aux choix libéraux opérés à ce moment-là... il est urgent que nous tournions la page ( nous le répétons depuis des années ) et que les socialistes soient en mesure de dire qu'ils travaillent, dès maintenant, à l'émergence d'un autre modèle économique et politique. Il est temps d'être offensif, de lever haut les couleurs de la gauche, là est l'enjeu du congrès de Reims, et là est aussi la responsabilité du MJS. La direction du PS n'est pour l'instant pas du tout à la hauteur, c'est donc aux jeunes du MJS et à tous les socialistes de gauche de s'affirmer dans le débat. Oui, aujourd'hui nationalisation et socialisation des banques ne doivent pas être des mots tabous ! Il est temps de défendre pour nous une vraie redistribution des richesses du capital vers le travail car ce n'est pas aux jeunes et aux salariés de payer les conséquences de cette crise ( aux responsables de payer ! ). Il faut enfin mettre un terme à l'indépendance de la BCE, de même, les socialistes, la gauche et le mouvement social doivent plus que jamais se battre pour que cette Europe des banquiers et du capital soit réorientée radicalement et sorte des dogmes de Maastricht. Nous pensons aussi que la question du libre échange doit être posée et qu'il est temps de refaire de la politique, de refaire du socialisme vraiment pour être à la hauteur de la situation. Pour avoir un monde d'avance (comme nous le défendons aux côtés de Benoît Hamon, Marie-Noëlle Lienemann, Jean-Luc Mélenchon, Marc Dolez et Gérard Filoche dans la motion unie de la gauche du parti) travaillons dès aujourd'hui à un autre monde débarrassé de la dictature des capitalistes, des grands patrons et des spéculateurs. Contre la crise du capitalisme, oui, osons le socialisme camarades !

## Socialisation des pertes ou socialisation des banques ?

Par Ernest Simon (44)

« Être radical, c'est aller à la racine », Karl Marx.

Face à l'ampleur de la crise financière, les mesures morales de Sarkozy ne vont pas faire grand-chose. Il parle de supprimer les parachutes dorés des entreprises qui perdent de l'argent, mais qu'est-ce qu'ont à voir ces parachutes avec la crise financière ?

S'il y a crise, c'est parce que l'économie s'est financiarisée au point de perdre tout contact avec l'économie réelle. On nous parle de transparence mais c'est un véritable système mafieux qui a été institutionnalisé et qui s'appuie notamment sur de nombreux paradis fiscaux, (dont plusieurs sont en Europe !). Les bourses initialement conçues pour prêter de l'argent à des investisseurs sont devenues l'instrument financier pour organiser la captation de la valeur produite par les salariés dans les entreprises. Quand il s'agit du pouvoir d'achat, les caisses sont vides, mais quand il s'agit de sauver un système pourri jusqu'à la moelle, ce sont des centaines de milliards qui sortent d'on ne sait où. Et pourtant, pour résoudre la faim dans le monde, certains disent qu'il suffit de 50 milliards...

Dans un tel contexte, il n'a jamais été aussi facile d'être de gauche. Au PS, certains sont un peu embêtés, car leur motion a été écrite avant le début de la nouvelle vague de la crise. C'est vrai que prôner « l'économie de la connaissance », c'est un peu faible pour répondre aux enjeux de la crise actuelle.

A L'Offensive Socialiste, on est plutôt à l'aise à soutenir politiquement la motion dont Benoît Hamon est le premier signataire et qui réunit tous ceux qui font la gauche du PS. Cette motion s'est bâtie sur une critique du capitalisme financier et invite à penser la société post-libérale. C'est ce que nous appelons avoir « un monde d'avance » !

La crise est née du pillage des richesses par une minorité. La sortie de la crise ne pourra se faire que sur la base d'une ligne politique visant à mieux répartir ces richesses. La socialisation des pertes n'est pas une solution. Il faut certes intervenir, mais dans ce cas pour reconstruire un secteur bancaire public fort à même de porter les bases financières d'un autre mode de production.

C'est pourquoi nous défendons :

- une restriction à la libre circulation généralisée des capitaux ;



la mise en place de restrictions européennes au libre-échange pour stopper la dépression salariale et protéger l'environnement ;

- la création d'un pôle financier public par la nationalisation partielle du secteur bancaire ;

- la mise en œuvre d'une supervision européenne ;

- la dénonciation du pacte de stabilité et de croissance.

Le présent est l'enclume où se fait l'avenir. Est-ce un effacement ? Non, non, un commencement...

## 3 questions à Oncle Simon

Deux économistes se rencontrent :

- Tu comprends ce qui se passe ?
- Attends, je vais t'expliquer.
- Non, non, expliquer ce n'est pas difficile, moi aussi, je suis économiste. Non, ce que je te demande c'est est-ce que tu comprends ?

Ce qui est effrayant dans cette crise, c'est que des « gamins » se sont amusés à construire des produits financiers tellement complexes que personne n'est en mesure d'estimer réellement les risques.

- Alors oui, tous les commentateurs peuvent vous expliquer comment ces titres ont été créés, mais personne ne comprend ce qui se passe ! La machine échappe à ses créateurs !

Qu'est-ce qu'un millier de traders géant enchaînés au fond de la mer ? Un bon début !

Faut-il se réjouir de l'écroulement du capitalisme financier ? Il est certes appréciable que l'escroquerie massifiée soit mise à nue. Pour autant, la crise financière va progressivement entraîner une crise économique qui ne manquera pas d'atteindre le salariat avec son lot de chômage et de baisse du pouvoir d'achat. S'il faut se défier de la religion de la croissance, il ne faut pas oublier qu'en l'état actuel des choses, seule la croissance économique permet à cette majorité qui travaille de voir sa situation s'améliorer. La crise doit donc être l'occasion de bâtir une société post-libérale où l'amélioration des conditions de vie passe par un modèle de développement soutenable pour l'environnement et qui ne passe pas forcément par le consommer plus !

Un économiste, c'est quelqu'un qui vous dira demain pourquoi ce qu'il a prédit hier n'est pas réalisé aujourd'hui.

Et oui, ils vont être nombreux tous ces économistes libéraux à nous expliquer que la libéralisation de l'économie c'est une bonne chose mais là c'est juste que ça mal été appliqué et qu'il y a seulement quelques brebis galeuses sans moral. Vive le pragmatisme !

## Notre Mouvement face au désastre libéral

par Jean-François Claudon et Ugo Bernalicis

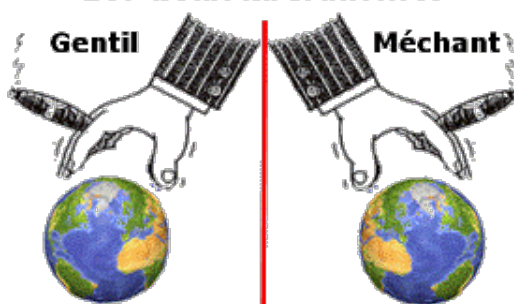
**Ca y est, camarades ! Nous étions nombreux à le prévoir : la crise est à nos portes.**

Non pas qu'il faille se réjouir de la situation actuelle, car le salariat n'a jamais gagné à subir une dépression économique dont il a toujours été la première victime ; regardez 1929 et le choc pétrolier de 1973... Mais, tandis que notre classe va souffrir en première ligne, nous aurons au moins le prix de consolation. L'analyse politique élaborée par notre organisation était juste : le capitalisme vit une nouvelle crise qui n'a rien d'une crise de croissance. C'est au contraire une dépression généralisée dont Marx avait révélé les mécanismes il y a près de 150 ans. Les profiteurs se sont gavés comme des cochons depuis la fin des années 1990, aidés qu'ils étaient par la chute du stalinisme et par l'ouverture de la Chine prétendument « communiste » et ont fini par assécher les recettes d'Etat, sans pour autant investir dans le capital productif. La spéculation effrénée de ces dernières années a parasité le système économique au point de faire de l'investissement productif un gros mot tout juste aussi insultant que le qualificatif d'« ouvrier ». Et qui sème le vent récolte la tempête. Ils ont tout détruit sans rien construire, car telle est leur nature. Ne sont en cause ni les « patrons voyous », ni la fameuse « main invisible » du marché - fantasmes de droite trop souvent récupérés par la gauche-, mais la totalité du mode de production capitaliste, premier de la classe depuis l'exclusion de son camarade soviétique. Et cet élève que l'on pensait modèle a tout foutu par terre en moins de vingt ans. Beau camouflet pour les « socialistes modernes » qui sont devenus depuis longtemps les thuriféraires du marché et de « la concurrence libre et non faussée » ! La crise qui frappe à la porte de la vieille Europe montre que la servilité à l'égard des Etats-Unis et de l'idéologie libérale n'est plus de mise.

**L'autre donnée de la situation politique actuelle,** c'est la situation pitoyable de notre gouvernement. Depuis les

élections municipales, Sarko & Cie sont suspendus en l'air et ne disposent plus des soutiens sociaux sur lesquels ils s'appuyaient jusque là. Les cathos traditionnels, les vieux et les déçus du « travailler plus pour gagner plus » faisant défaut depuis les élections municipales, le pouvoir sarkoziste a enfin la tête de ce qu'il est réellement, à savoir d'un pouvoir bonapartiste qui tente de se positionner au-dessus des classes sociales. Mais l'arbitre n'est pas neutre. Sarko le petit, défenseur des sans-grades, des ouvriers et des employés a enfin dévoilé son vrai visage : il n'est que l'ami des puissants, des

### Les deux libéralismes



actionnaires et des patrons. L'Etat-UMP ne représente pas plus de 5 % de la population française. Il est illégitime et il est plus que temps de le démettre. Voilà quel devrait être le mot d'ordre du MJS. Il y a 16 mois, nous étions les premiers à dire que la victoire de Sarko, emportée par défection de l'adversaire, n'était pas synonyme de droitisation de la société. Le score de notre parti et de l'extrême gauche l'a prouvé lors des dernières élections. Il y a bel et bien une volonté d'organisation et de centralisation politique -bien qu'en partie inconsciente- de la force sociale qui s'oppose concrètement à Sarko et sa bande. Le mouvement de fond qu'a exprimé le non de gauche au TCE en 2005 et la lutte de la jeunesse contre le CPE en 2006 ne sont que la face visible de l'iceberg.

**A la conjonction de l'arène internationale et du niveau national, un constat s'impose.** Nous vivons un moment décisif de l'histoire de l'humanité où le slogan « socialisme ou barbarie » prend tout son sens. Finies les vieilles recettes sociales-démocrates de compromis bancal. Depuis les années 1970, ils nous marchent dessus sans aucune gêne. Alors qu'ils sont en position de faiblesse, pourquoi serions-nous courtois face à ceux qui nous écrasent de

leur talon de fer depuis si longtemps. Arrêtons les politesses ! Ceux qui nous montrent la voie ne sont pas les adeptes du modèle scandinave à bout de souffle, mais bien nos camarades d'Amérique du Sud. Notre mouvement le dit depuis 2005 et il a bien raison ! Enfin, l'argument des modérés ne tient plus ! Nous ne sommes plus seuls à chercher l'alternative au capitalisme et notre voie n'a rien d'utopique, puisque le Venezuela et la Bolivie sont en train de l'emprunter vaillamment. Une lueur se lève cette fois à l'Ouest et brandit le drapeau du socialisme démocratique et internationaliste. Ce serait une erreur et une faute que de mépriser cette main tendue depuis l'autre bord de l'Atlantique. Au MJS de montrer la voie de la lutte frontale contre le libéralisme et l'impérialisme dans notre « vieille Europe ». A l'infime minorité capitaliste qui - faute de mieux-, ne pouvant plus avilir davantage le « coût » du travail, préfèrent nous mener à une guerre généralisée leur permettant de retrouver des taux de profits honorables sur les ruines de la civilisation humaine, nous répondons que nous disposons d'un programme alternatif : celui qui défend les intérêts de l'immense majorité de la population. Hausse des salaires, défense des retraites par répartition, renforcement du salaire socialisé, priorité exclusive à l'éducation, renationalisation des entreprises totalement ou partiellement privatisées : tels doivent être nos mots d'ordre, ceux d'une gauche décomplexée ! Face à un parti déboussolé, où le désarroi militant côtoie la tentation d'épauler Sarko dans une nouvelle mouture de l'« Union sacrée », le MJS doit donner le cap. Nous sommes fiers d'appartenir à cette organisation qui est la seule à pouvoir réorienter la ligne du parti et à débattre des conditions de l'alternative. Mais le MJS doit pousser ses mots d'ordre jusqu'au bout, dans un monde où le compromis n'est plus de mise. Telle est la responsabilité de notre organisation. Telles sont les tâches que nous nous assignons.

**Dans le domaine international, le MJS voit un boulevard s'ouvrir devant lui.** Alors que les grands impérialismes s'affrontent dans le Caucase et en Orient, sur fond d'épuisement des ressources énergétiques planétaires, notre discours se



doit d'être clair. A commencer par l'Afghanistan. A la mi-août, toute la nation a été touchée par ses dix gamins qui se sont fait tirer comme des lapins, alors que la supériorité technologique et tactique de notre armée était évidente. Si l'aveuglement de nos classes dirigeantes n'était pas total, l'hécatombe d'août suffirait à montrer la vanité des entreprises françaises dans cet « Orient compliqué », dans lequel les pioupous n'ont décidément rien à faire. Karzai n'est en rien un rempart de la démocratie. Il n'est rien d'autre que ce qu'il est : un valet de l'impérialisme américain, un fidèle du criminel Dick Chesnay et un fantoche plus que commode pour les assoiffés de pétrole. Rien de bon ne sortira de cette guerre puante qui touche les populations civiles dont Bush n'a cure et qui fait toutes les semaines de nouvelles victimes. Rien de bon ne sortira de ces bombardements, censés affermir la démocratie, mais qui poussent tous les jours de nouvelles recrues dans les bras des talibans. Il est criminel de vouloir maintenir la présence militaire française, voire d'envoyer de nouvelles troupes, alors qu'une note de l'ambassadeur britannique à Kaboul, reprise par son homologue français, affirme nettement que " la situation actuelle est mauvaise. La sécurité empire, mais aussi la corruption et le gouvernement a perdu tout crédit ". D'après ce document, " la présence [...] de la coalition est une partie de problème, non sa solution ", puisque les forces d'occupation " ralentissent et compliquent une éventuelle sortie de crise (probablement dramatique d'ailleurs) ". Face à cette curée capitaliste, qui donne du grain à moudre à la barbarie obscurantiste, notre position doit être la plus ferme possible. Nous ne disons pas rapatriement programmé de nos troupes, ni calendrier de retrait, comme le souhaiteraient les élites britanniques qui ont bien l'intention de partir avant 2010. Ces gens-là ne se soucient pas des morts, des blessés et des villages détruits d'ici là... Un seul mot d'ordre : retrait immédiat des troupes françaises d'Afghanistan ! A bas la

busherie ! En son temps, le MJS autonome des débuts avait, à juste titre, lutté contre l'armée professionnelle imposée par Chirac. Imaginez la réaction de la jeunesse si le contingent avait été envoyé à Kaboul... Nous devons être cohérents avec nous-mêmes. Ce que la population unanime refuserait pour la jeunesse tout entière si la conscription avait été maintenue, nous ne pouvons le tolérer pour les milliers de pauvres gars qui, enlevé leur armement ultrasophistiqué, ne sont rien d'autre que de jeunes travailleurs en uniforme... Nous ne devons accepter aucun attermoiement. La seule position juste, celle qui devrait être celle de toute notre organisation tient en



quelques mots : retrait immédiat des troupes, aucun soutien aux multinationales criminelles !

**Notre Mouvement doit donc s'opposer à toute velléité d'Union sacrée avec la droite**, que ce soit dans sa politique extérieure ou dans son action socio-économique intérieure. Le "pôle conviction" du MJS a enfin édité des fiches argumentaires analysant le RSA ou encore les raisons de la crise ; autant de moyens mis en place pour s'opposer efficacement. Quand Sarko assure vouloir identifier et punir "les responsables de ce désastre", il est en train de scier la branche sur laquelle lui et son camp social sont assis. Qui a "vidé" les caisses publiques pour enrichir ceux qui l'étaient déjà ? N'est-ce pas la droite avec ses inénarrables "baisses de charge" pour les entreprises et avec son "bouclier fiscal" ? Qui croit dur comme fer que "l'économie de marché, c'est la concurrence qui réduit les prix, qui élimine les rentes (sic !) et qui

profite à tous les consommateurs" ? Ce même Sarkozy qui voudrait maintenant réformer le capitalisme ! Il n'y croit pas une seule seconde, car il est un intégriste libéral pur jus. Il ne se rend même pas compte que le capitalisme n'est plus concurrentiel depuis plus de cent ans. Nous vivons dans un capitalisme monopolistique, fait d'entente et de cartel entre les multinationales pour faire monter les prix, comme l'ont montré au début du siècle des grands socialistes tels que R. Hilferding, R. Luxemburg puis Lénine. Sarko veut débusquer les responsables de la crise ? Chiche ? Il faudrait dans ce cas mettre au trou tous ceux qui dirigent notre pays depuis près de 10 ans ! Pourquoi notre organisation ne lancerait-elle pas une grande campagne sur ce thème ? Car les responsables, ce ne sont pas les spéculateurs -c'est leur boulot de créer du profit artificiel-, mais les politiques de dérégulation qui leur ont permis de marchandiser un à un tous les secteurs économiques depuis les années 1970. Nous ne devons avoir aucune solidarité avec nos impérialistes qui utilisent notre argent pour s'engraisser.

Regardez les Américains : même eux, ils n'ont aucune envie de payer les pots cassés capitalistes !

**Notre feuille de route de jeunes socialistes est donc claire.** Soyons une vraie gauche décomplexée ! Utilisons nos argumentaires, prenons position, lançons une campagne sur le thème des "responsables du désastre". Et surtout, mettons en avant notre solution pour la jeunesse en ces temps de crise économique imminente : l'allocation-autonomie. Une aide universelle pour tous les jeunes qui leur assure des moyens pour financer leur formation sur le long terme et qui sera payée, selon le MJS, par une partie des "20 milliards d'euros de cotisation dont bénéficient les entreprises et dont une grande partie est censée lui permettre d'embaucher des jeunes ". La boucle est bouclée, ce sont aux "responsables" de la crise de payer pour l'avenir !

## Les escrocs, les toxiques et les archéos

par Renaud Chenu et Jérémy Simon  
(RG Villeneuve d'Asq)

### Question bête

Les spéculateurs qui ont réussi la performance de mener le système bancaire à la faillite sont-ils de grands distraits, des illuminés ou juste des escrocs de haut vol ? De grands distraits on a du mal à l'imaginer. Un banquier c'est sérieux. Des illuminés certainement. Un homme qui parle la novlangue financière, prêche la confiance dans un système aveugle depuis les temples de l'irrationalité que sont les bourses est forcément un illuminé, à moins qu'il ne soit juste menteur. Un banquier menteur ? Non... Un escroc ? Tout le monde a confiance dans un banquier, sinon pourquoi on lui confierait notre argent ?

### Les escrocs

La thèse la plus crédible, à l'épreuve des faits, reste toutefois celle de l'escroc. Un homme qui met un flingue sur la tempe d'un congénère en lui chuchotant « la bourse ou la vie » pour piquer 50 euros est considéré par la société comme un danger pour la tranquillité publique. Une bande d'Arsène Lupin en costumes Armani roulant en Maserati qui mettent un flingue sur la tempe des gouvernements et des banques centrales en leur disant : la bourse ou la guerre pour piquer des milliers de milliards de dollars... sont considérés comme des victimes de la crise. Bah voyons... Si certains se demandaient encore où était le vrai pouvoir, il suffit de regarder à qui profite le crime.

### Les vrais archéos

Les archéo-socialistes à la mécanique cérébrale aussi rouillée que l'espérance communiste, ces crétins finis incapables de prendre le train de la modernité et dénonçant stérilement le capitalisme, alors que le capitalisme est juste la forme normale que doit prendre la société dans une civilisation évoluée peuplée de gens raisonnables,

vivent aujourd'hui dans l'illusion qu'ils avaient raison et avancent fièrement avec cet argument : « la crise nous donne raison ! ». Comment se réjouir de l'effondrement d'un système incapable de se perpétuer lui-même alors qu'il suffit d'introduire des règles nouvelles, d'instiller une dose de régulation là où la main invisible s'est muée en gant de fer pour étrangler les économies ? Comment ? On se demande... Tirer sur une ambulance et accélérer la crise de confiance, c'est d'une classe !

### Les tauliers à la lanterne ?

Il faut défendre le système, le sauver en le moralisant. « Français, soyez fiers de vos patrons ! » comme a eu le génie de dire Jaurès cité récemment par Laurence Parisot, petite taulière d'une PME à sondages

LE CAPITALISME, C'EST UN VRAI TRUC DE PAUVRE...



déconnectée des intérêts des puissances financières. La morale permet tout. Ecoutez toute la classe politique clamer sa conversion à la « régulation », nouvelle valeur cardinale de la religion libérale. On croirait entendre le Pape parler d'abstinence, la seule solution pour lutter efficacement contre le sida... Vous croyez vraiment que le capitalisme peut être moral ? Un prédateur a pour fonction de bouffer ses proies, non de se mettre à la cueillette. La « finance » qui n'est pas une abstraction n'est en fait qu'un système mis en place et dominé par des gloutons jamais rassasiés est-elle moralisable ? Le seul moyen de mettre un glouton au régime, ce n'est pas de lui filer de la mayonnaise allégée, mais de lui retirer le pain de la bouche pour lui éviter de bouffer comme un porc.

### Les toxiques

Les créances toxiques et autres produits

dérivés n'ont pas été titrisés par hasard. Ce sont des gens bien réels qui l'ont fait, en connaissance de cause. Imaginez. Vous n'êtes pas riches. Vous voulez une maison à vous. On vous propose un crédit. Le banquier s'en tape que vous n'avez pas de thunes car il revendra ce crédit à une autre banque au milieu de crédits contractés par des gens qui pourront rembourser, contrairement à vous. Vous êtes une substance toxique. Vous avez votre baraque et votre crédit sur 40 ans et vous voulez un gros 4X4. Le banquier vous explique qu'il ne sert à rien de faire un emprunt mais d'hypothéquer votre baraque pour vous la payer. Vous êtes de plus en plus toxique car ni votre baraque ni votre 4X4 ne sont payés et ne pourront jamais l'être par vous car vous êtes précaires, toxique en langage financier. Quand toutes les banques jouent à cette grande loterie entre encravatés -au fond ce ne sont que de grands enfants- et se refilent entre elles ces crédits, car il y a un marché pour ça, et bien... Et bien au bout de quelques années on ne sait plus trop quelles créances sont remboursables et quelles créances ne le sont pas... l'immobilier augmente car plein de pauvres achètent à fonds perdus et exercent ainsi une « pression à la hausse » sur le marché immobilier, la valeur des crédits accordés à tour de bras augmentent et leurs taux aussi... les toquards s'étant fait avoir par leur banquier ne peuvent plus rembourser... on leur saisi leurs baraques et leurs 4X4... Des centaines de milliers d'américains se retrouvent sans toit... L'immobilier s'effondre, on revend les baraques et les 4X4 au rabais à la classe moyenne, les crédits ne sont pas recouverts totalement, la « bulle » éclate... C'est la « crise des subprimes », ces fameux « toxiques ». Toutes les banques qui s'étaient refilées ces titres sont vérolées comme le bas clergé... elles ne se font plus confiance, ne se prêtent plus d'argent et c'est la crise du crédit... Sans crédit, plus d'investissement, et c'est le système économique qui entre en grippe.

## Les aveugles

Au royaume des aveugles, les borgnes étant rois et ceux-ci n'entendant que ce qu'ils désirent entendre, on fait la politique de l'autruche dans le monde entier alors que tous les gens informés, les dirigeants des banques et les gouvernements, savent que la déflagration mondiale n'est qu'une question de temps. On renfloue, c'est la ligne, faut du cash pour que le crédit continue à alimenter l'économie, on verra bien combien ça coûtera, mais on a un système à sauver bordel ! Les centaines de milliards de dollars que les banques réclament sont ce trou géant créé par la spéculation sur ces titres sans valeur réelle. Car la richesse est produite par le travail des hommes, jamais par la spéculation qui conduit invariablement à l'appauvrissement des sociétés, après toutefois que les spéculateurs soient devenus richissimes. La richesse de ces hommes qui parcourent le monde en Yacht et en Jet est en partie le produit de cette vaste arnaque. Ils ont fait croire, et certains l'ont

cru eux-mêmes, que la spéculation était créatrice de richesse. Pour eux oui, mais pour le monde non. En langage commun on appelle ça du vol. En novlangue on appelle ça une crise de confiance généralisée sur les marchés.

## Les proies

Les banques ont donc joué avec le feu, et le feu a pris, et même bien pris. « Incendie ? » Un incendie appelant un pompier, les vestales du conformisme néolibéral passant leur temps à vomir l'Etat sont devenues grands prêtres de l'étatisme. « Retour de l'Etat ». On se marre. La puissance publique paye la douloureuse à ces tarés... et la puissance publique c'est la richesse de tous. On demande aux peuples à travers leurs futurs impôts de rembourser les milliards évaporés (pas pour tout le monde rassurez vous) pour perpétuer un système qui vient de faire la démonstration de son inefficience, de son inefficacité et surtout de son caractère terriblement prédateur. Les proies sont priées

de faire bouffer les prédateurs, la logique normale du capitalisme...

## Les vrais archéos bis

De là à penser qu'on ferait mieux de laisser crever la bête, de créer les conditions juridiques du transfert du contrôle des moyens bancaires des escrocs aux usagers des banques (en imaginant un nouveau droit bancaire, donc en élaborant le rapport de force qui le permette, car cette question est au coeur des rapports de production et donc des rapports sociaux) et de construire ainsi un service public bancaire, géré par ses propres bénéficiaires, bref de mutualiser les richesses.... ???????!!!!!!! Je tombe dans l'archaïsme... à moins que ce ne soit ça être moderne quand le monde vacille ? Au moins nous sommes tous d'accord, des têtes doivent tomber, encore faut-il savoir lesquelles pour que le pouvoir change de mains. Non ?

## Mort à crédit, par David Torres

« **La banque et le crédit deviennent le moyen le plus puissant pour mener la production capitaliste au-delà de ses propres limites et l'un des pourvoyeurs les plus efficace de crises et d'escroqueries** ». Voilà comment on peut, en une phrase, résumer la situation actuelle. Le mécanisme bancaire, avec ses procédés proches de l'escroquerie, tel la « titrisation » des prêts hypothécaires, mène à la crise. Pourtant, bien qu'éminemment d'actualité, ces propos ne datent pas d'aujourd'hui. Ils furent prononcés en... 1883, par Karl Marx. Comme quoi, le mécanisme de la crise capitaliste n'est pas nouveau.

**Ce sont bien les politiques dites « néolibérales » qui sont responsables** de la crise financière actuelle. Impulsées par les USA dans les années 80, les politiques de libéralisation totale des marchés, de déréglementation, ont d'abord été imposées aux peuples (n'oublions pas qu'un des premiers en dehors des USA à pratiquer ce type de politique était Pinochet...), puis

mis en place par l'intermédiaire du FMI et de ses « Plans d'Ajustements Structurels ». L'UE aujourd'hui ne sort pas de cette orthodoxie libérale.

Pourtant les avertissements étaient nombreux : Crises mexicaine (1995), asiatique (1997), russe (1998), crise de la nouvelle économie (2000), argentine (2001), crise des subprimes (2007) se sont succédées, une bulle chassant l'autre. La crise aujourd'hui sort du cadre de la finance dans la mesure où l'économie réelle entre en récession (- 0,3 % pour le PIB français au deuxième trimestre, - 0,5 % en Allemagne et - 0,2 % dans la zone euro).

## La montée en puissance des marchés financiers est liée à la répartition des richesses produites

**C'est depuis une vingtaine d'années que s'est formé un marché global des capitaux.** Cette globalisation financière s'est traduite par un « décloisonnement des marchés ». Ouverture à l'étranger des marchés nationaux, et éclatement des compartiments des marchés intérieurs : marché monétaire (argent à court terme),

marché financier (capitaux à plus long terme), marché des changes (entre les monnaies), marché à terme... les « opérateurs » qui misent sur le marché financier peuvent passer sans cesse d'un type de titre à l'autre, en recherchant le meilleur rendement possible, sur un marché désormais devenu mondial.

Les autres phénomènes qui ont accéléré la croissance des marchés financiers sont l'innovation financière et la montée en puissance des « investisseurs institutionnels ». Toute une panoplie de produits nouveaux sont apparus sur les marchés financiers. Par exemple la création du marché monétaire à très court terme dans les années 80, alors que d'autres outils se sont développés à une vitesse fulgurante : diffusion de titres à taux variables, du marché à terme qui permet de revendre dans le futur (le terme) des produits à un prix déterminé au moment de l'achat, développement des options, où s'achètent et se vendent des possibilités de choix (par exemple une option de vente permet de vendre une action à un terme à un certain prix...). Enfin, les institutions financières, les « zinzins », où investisseurs institutionnels,



qui sont des organismes de gestion collective de l'épargne ont pris une ampleur sans précédent. Par exemple les fonds de pension, qui gèrent l'épargne retraite dans les pays où le financement des retraites est fondé sur un régime de capitalisation comme aux USA, les assurances et les sociétés d'investissement (les SICAV). Ces investisseurs institutionnels ont pris un poids énorme dans l'économie mondiale. En 2000, selon Dominique Plihon, leurs actifs dépassent 30 000 milliards de dollars, soit plus que le PIB total des principaux pays développés. Au total, il s'agit d'un ensemble de facteurs qui ont fragilisé les marchés financiers et les ont rendus quasi incontrôlables.

**Les flux financiers internationaux ont alors connu une progression explosive**, en totale déconnexion avec les besoins de financement de l'économie réelle. N'oublions pas que théoriquement, les marchés financiers doivent permettre une allocation « optimale » de l'épargne. D'après la Banque des Règlements Internationaux (la BRI), la taille du marché de change (où s'échangent les monnaies) a été multipliée par 3 de 1998 à 2001. En 2001, 1500 milliards de dollars, soit le PIB annuel de la France, ont été échangés chaque jour sur le marché des changes. Avec plus de 190 000 milliards de dollars en 2006, la finance représente 400% du PIB mondial<sup>1</sup>.

C'est donc l'importance démesurée des marchés financiers qui a entraîné la montée de bulles financières et a créé les conditions d'un krach d'une ampleur égale voire supérieure à celui de 1929.

**Les rapports de force entre capital et travail, totalement favorables au capital depuis 20 ans**, sont au cœur de cette crise. 100 000 personnes seulement disposent d'avoirs financiers équivalents au quart du PIB mondial, soit près de 15 000 milliards de dollars (10 601 milliards d'euros)<sup>2</sup>.

**L'augmentation des profits et la stagnation des salaires sont au cœur du problème.**

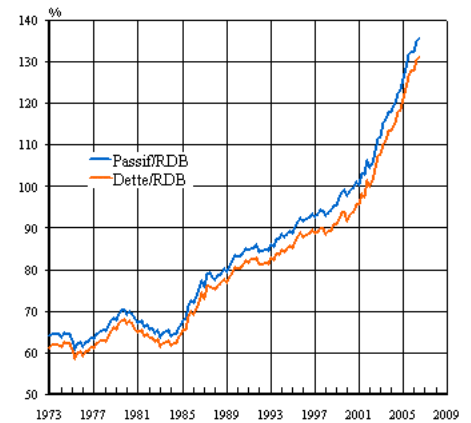
**L'augmentation de la part des profits dans la valeur ajoutée signifie mécaniquement la baisse du taux de**

**salaires**, qui s'est traduite par une stagnation des salaires notamment en Europe. Or, la baisse des salaires n'incite pas les capitalistes à investir dans la production. Il n'y a pas assez de débouchés, la demande est insuffisante. Les profits n'étant pas investis, ils sont donc placés sur les marchés financiers et sont utilisés à la spéculation. Les actionnaires, détenteurs du capital des grandes entreprises, exigent d'elles une rentabilité toujours plus forte. D'où des politiques de rigueur salariale, ayant pour double effet de restreindre encore plus la demande, et d'accroître les fonds spéculés sur les marchés financiers, plus rentables. Ce cercle vicieux de l'économie libérale était l'objet des critiques de Keynes après 1929. L'accroissement des profits est un des facteurs à l'origine de la formation des bulles spéculatives. Une récente étude de la Commission européenne indique que la part des salaires dans la valeur ajoutée des entreprises a baissé en moyenne d'environ douze points en un quart de siècle dans l'Union européenne. En France, par exemple, les dividendes versés aux actionnaires en 2007 représentaient 12,4 % de la masse salariale contre 4,4 % en 1982<sup>3</sup>. En 2006, aux Etats-Unis, 1 % des personnes les plus riches recevaient 23 % du revenu national contre 10 % en 1982.

**Les USA ont cru trouver la solution imparable à l'atonie de la demande.** L'endettement. Au lieu d'augmenter les salaires pour que la demande soit soutenue, ils ont encouragé l'endettement des ménages. Ce qui ne fait qu'accroître l'ampleur de la crise.

**C'est donc le surendettement des ménages américain** qui a permis de soutenir, pendant au moins une décennie, la croissance économique américaine, moteur de l'économie mondiale. C'est aussi lui qui est l'une des causes de l'effondrement actuel de l'économie, de plus en plus en plus de ménages n'étant plus en capacité de rembourser leurs prêts, en particulier les fameux prêts immobiliers, les subprimes. La logique implacable de l'économie libérale, la course au rendement maximal, a accéléré l'instabilité du système financier, et la dégradation du rapport salarial ne peut

conduire qu'à une crise générale de l'économie.



*Dette des ménages américains (en pourcentage du revenu disponible brut)<sup>4</sup>*  
la dette des ménages américains s'est accrue jusqu'à représenter plus de 130 % du revenu disponible brut en 2006.

### Une crise systémique

**La crise est d'abord partie d'un effondrement du marché immobilier.** Mais ce n'est que le point de départ. Suite à la déréglementation sur les marchés, les prêts immobiliers des ménages Américains ont été transformés en titre (c'est la titrisation qui est une forme d'innovation financière sensée limiter les risques...) échangeables sur les marchés financiers. Ils se sont donc diffusés. Ces prêts hypothécaires avaient des taux d'intérêts variables. Quand ils ont augmenté, de nombreux ménages n'ont pas pu rembourser. C'est le premier acte de la crise. Durant l'été 2007, des dizaines de milliers d'Américains, les plus pauvres, ont été expropriés.

**Les actionnaires, qui ont acheté ces titres « pourris » pour les revendre plus cher**, se sont rendu compte du caractère fictif de leurs avoirs, et revendent en masse ces produits financiers. La multiplication des produits financiers, de plus en plus opaques et risqués, ont accéléré la chute. La bourse s'effondre donc, et, toutes les bourses étant imbriquées, toutes sont touchées.

Les institutions financières, dont les banques, principales detentrices de prêts hypothécaires, commencent à faire faillite, d'abord Lehman Brothers, ce qui amplifie la

crise, alors que d'autres sont sauvées par un rachat de l'Etat. Henry Paulson, a jugé que s'il existait un risque systémique suffisant pour justifier le sauvetage par le gouvernement des géants du marché hypothécaire Fannie Mae et Freddie Mac ce n'était pas le cas pour Lehman.

N'ayant plus confiance les unes envers les autres, les banques se suspectent mutuellement de détenir des titres n'ayant plus de valeur, et ne veulent plus se prêter mutuellement des fonds sur le marché interbancaire, ce qui grippe le fonctionnement de l'économie dans son ensemble et l'effondrement se généralise.

La crise immobilière, transformée en crise financière puis en crise bancaire, devient donc une crise industrielle. Les perspectives de croissance économique plongent, les plans de licenciements commencent, et les banques n'ont plus de capacité à accorder de prêts. Les entreprises ne trouvent plus de financement, certaines risquent la faillite, et, pour les grandes entreprises, les cotations boursières chutent. On assiste donc à un risque de faillite complète du financement de l'économie, et se profile le spectre d'une nouvelle « grande dépression ».

Comme nous avons tenté de le démontrer, il ne s'agit pas de « moraliser » ce système, celui-ci étant, par les lois même de son fonctionnement, source de crises de plus en plus profondes, mais de trouver une alternative au libéralisme qui nous mène à une crise générale de l'économie.

Nous sommes donc au bord du gouffre, le mécanisme du krach actuel ressemble à celui de 1929. A cette époque, la production avait chuté de 50% en deux ans, entraînant une paupérisation générale, l'explosion du chômage... Ce n'est pas encore le cas maintenant, espérons que nous l'éviterons.

### Les réponses apportées à la crise

Les gouvernements des pays développés tiennent une responsabilité importante dans la crise actuelle. Ceux sont eux qui ont

donné tout pouvoir aux marchés financiers, en éliminant peu à peu toutes les règles qui encadraient la finance depuis l'après guerre. Ceux sont eux qui ont démolé les systèmes de protection sociale, favorisant la finance (par exemple les fonds de pension). Ils ont « flexibilisé » le marché du travail, propageant la précarité, le tout dans l'intérêt des grandes entreprises qui utilisent leurs profits à spéculer... Ils ont laissé les banques commerciales spéculer, et prendre des risques pour l'ensemble de l'économie. Et maintenant qu'il y a la crise, les actionnaires qui se sont enrichis à un point jamais égalé demandent aux Etats de faire

directement en injectant des liquidités. Aux Etats Unis, le débat sur le renflouage a porté jusqu'ici sur le rachat pour 700 milliards de dollars, ou même plus, des « actifs problématiques » proposé par le Secrétaire au Trésor Henry Paulson. Ce sont donc les ménages, via l'augmentation des impôts, qui vont payer la note. L'Etat Américain va également émettre des bons du trésor pour renflouer les banques. Autrement dit, il va lancer un énorme emprunt... sur les marchés financiers, et tenter d'attirer les « fonds souverains », c'est-à-dire les capitaux des Etats émergents qui tirent une rente de

l'exploitation du pétrole, du gaz... quand à l'UE, les pays de « l'eurogroupe », après maintes tergiversations, accordent des garanties des dettes des banques de 360 milliards d'euros en France, 480 en Allemagne, 367 au Royaume Uni... Soit des centaines de milliards d'euros, alors qu'il y a seulement quelques jours, et depuis bien des années, les « caisses étaient vides » quand il s'agissait des salariés... Encore une fois, la crise profitera aux actionnaires, dont certains font fortune en spéculant pendant la crise, et les salariés payeront. Bien sur, si l'on arrive à sortir de cette crise, les gouvernements, les dirigeants de l'UE nous assureront qu'ils « moralisent » le système. Mais concrètement, la spéculation reprendra de plus belle, jusqu'à la prochaine crise.



payer la note aux salariés. Tout à coup, l'Etat n'est plus le problème de nos économies, mais la solution...

Différents plans de sauvetage sont mis en place. Les institutions internationales et les Etats jouent alors leur rôle de « prêteur en dernier ressort », ce qui donne un peu l'image d'un pompier pyromane... Il faut tenter de limiter les effets de la crise. Des institutions clés du système financier sont nationalisées, Northern Rock par le gouvernement britannique, puis l'assureur AIG, Fannie Mae et Freddie Mac, aux USA, pour 200 milliards de dollars.

Par ailleurs, les Etats interviennent

### Pourtant, de vraies solutions existent

*On l'a vu, la montée en flèche du taux de profits, et la faiblesse relative des salaires, ont été la pompe qui a alimenté la finance. Inverser le rapport de force entre salaire et profit permet de tarir cette pompe et de relancer la demande sur les marchés de biens et services, tout en asséchant la finance. Des mesures d'augmentation des salaires s'imposent donc, comme le préconisait Keynes après la crise de 1929. Augmenter le SMIC à 1500€ en France permettrait de donner la marche à suivre pour l'ensemble de l'Europe. L'Union*



Européenne, si elle change radicalement de politique économique, pourrait avoir un grand rôle à jouer dans l'élaboration d'un nouveau modèle économique. Interdire les paradis fiscaux, lutter contre la toute puissance des marchés financiers, et établissant un ensemble de règles qui les cadennasse, et mettre en place un vrai plan de nationalisation des industries clés, arme finale contre la finance devrait être le programme actuel des partis de gauche. Il ne s'agit pas de nationaliser les pertes, pour ensuite re-privatiser jusqu'à la prochaine crise au profit totalement scandaleux des seuls actionnaires, mais d'élaborer de vraies entreprises et services publics Européens.

Ces nouvelles entreprises publiques doivent être orientées vers un nouveau mode de développement écologique. Il faut plus que jamais taxer les profits, le capital, le patrimoine pour financer un tel programme. Enfin, revoir l'ensemble de la fiscalité européenne, proposer une harmonisation sur une base beaucoup plus redistributive que ce qui est fait actuellement dans les différents pays de l'Union. Tout cela nécessite un vrai budget Européen. Ces idées, qui sont les nôtres depuis de nombreuses années, n'ont jamais été autant d'actualité. Face à la crise générale qui menace, le socialisme est l'arme la plus puissante.

1. Cf. *Alternatives Economiques*, Hors série n°75, 1er trimestre 2008, p.6
2. Il est urgent de rompre avec l'emprise de la finance, dans *Le Monde* du 16 septembre 2008, Jacques Cossart, Jean-Marie Harribey et Dominique Plihon (économistes, membres du conseil scientifique d'Attac)
3. *Le temps est venu de résister à la Doctrine du Choc de Wall Street* article publié le 2/10/2008 auteur-e(s) : Naomi Klein, sur "ATTAC France" : <http://france.attac.org/>
4. Boussemart, Jean-Michel (2007), "Point de conjoncture des Etats-Unis", Coe-Rexecode

## Déclaration du Bureau National du MJS, 11 octobre

**Ils ont fait tapis, à nous de redistribuer les cartes !**

**mardi 14 octobre 2008**

La situation actuelle n'est pas le fruit du hasard : le laisser-faire et la dérégulation ont été des décisions politiques. Les spéculateurs, le monde de la finance, ont fait un choix, celui de jouer leur tapis pour gagner le jackpot.

Les marchés financiers ont été construits en maintenant une opacité délibérée dans leurs activités : normes comptables, agences de notation à la fois juges et parties, opérations non réglementées, comptes off-shore, paradis fiscaux. Tous ces outils ont permis aux tenants du libéralisme financier d'ôter aux citoyens tout moyens de contrôle et de surveillance de leurs activités. Les institutions internationales et européennes ont été parties prenantes de ce désastre par leur refus de réguler les échanges économiques et les flux de capitaux.

La situation, en France et en Europe, est grave : récession, crédits de plus en plus chers et difficiles à obtenir, investissements à la baisse et donc augmentation du nombre de demandeurs d'emploi. Conséquence directe : une nouvelle pression, à la baisse, sur les salaires alors même que le SMIC actuel ne permet pas de vivre dignement. Hier décriée, la puissance publique est aujourd'hui appelée au secours des spéculateurs. Les milliards d'euros injectés le seront donc pour sauver le système : pour sauver les banques, les assurances ... quand rien n'est fait à côté pour augmenter le pouvoir d'achat ! Voilà le nouveau modèle économique qu'on essaie d'imposer aux français : nationalisation des dettes et privatisation des profits.

La crise que nous vivons vient de loin. Le système marche sur la tête : les déséquilibres systémiques d'hier annoncent les crises de demain. Seule une nouvelle organisation de la production et de la répartition des richesses créées peut nous amener durablement sur les chemins de la croissance économique et du progrès social.

La crise, parce qu'elle illustre l'actualité de la régulation et du contrôle démocratique, invite la gauche toute entière à promouvoir un autre modèle de développement. C'est le politique qui doit imposer ses priorités aux acteurs économiques et non plus l'inverse.

**« Un nouveau réalisme économique » : la démocratie et la répartition de la richesse au centre d'un nouveau modèle de développement.**

- Par une meilleure répartition des richesses entre ceux qui vivent de leur travail et ceux qui vivent de leurs seuls placements. Les salaires, retraites et minimas sociaux doivent être augmentés. Seule une meilleure rémunération du travail peut garantir un système stable et prospère.
- Par une réforme des organisations internationales : FMI, OMC, etc. Elles devront enfin prendre des mesures radicales contre les paradis fiscaux. A l'origine des dérégulations, elles devront désormais faire du développement humain et démocratique le moteur de leurs interventions.
- Par un changement de paradigme en Europe : le pacte de stabilité doit être suspendu, la BCE doit être sous contrôle démocratique et mise au service de la lutte contre le chômage et la précarité. Plus généralement, il faut mettre en place un gouvernement économique pérenne de l'UE qui permette la convergence, par le haut, des systèmes fiscaux et sociaux.
- Par une réappropriation citoyenne de l'économie par la démocratie sociale : Participation obligatoire des salariés dans les conseils d'administration à égalité avec les représentants des directions, développement de l'économie sociale et solidaire (coopératives).
- Par une réappropriation démocratique de l'économie à travers le retour de la puissance publique : mise en place d'une nouvelle politique industrielle afin de relever les défis du développement durable, création d'un fonds souverain et d'agences publiques de notation. Il faut également donner les moyens aux collectivités territoriales d'être acteurs du développement économique sur leurs territoires, notamment en ce qui concerne les régions et les Communautés urbaines.
- Par un pouvoir politique qui assume ses responsabilités en posant des limites claires au libre-échange : réactivation du tarif extérieur commun pour protéger nos entreprises du dumping social, relocalisation d'une partie de la production.

**Tous ces principes sont ceux d'un nouveau socialisme démocratique que nous appelons de nos vœux.**

**Les citoyens doivent reprendre les cartes en main et ne plus les lâcher.**

## Toujours pas de boulot pour les jeunes !

Par, Johann Cesa AF de la Loire

Qu'on se le dise, les perspectives d'avenir de notre génération ne s'annoncent pas sous les meilleures auspices. Depuis plusieurs mois, un chiffre est complètement oublié des médias, on ne le donne plus, on n'en parle plus et pourtant des millions de jeunes vivent toujours cette situation. Je veux bien sûr parler du chômage des jeunes.

Aujourd'hui, un jeune sur cinq qui sort du système scolaire est toujours demandeur d'emploi. Ce chiffre monte à 1 jeune sur 3, lorsque celui-ci n'a « qu'un BEP ou un CAP » (et pourtant les bons penseurs nous rétorquent qu'il y a du boulot dans le manuel !!!). Il est inacceptable que 150 000 jeunes sortent du système scolaire sans qualification chaque année. Ajoutons à cela, les jeunes précaires (ceux qui cumulent intérim, CDD et chômage), la moitié des étudiants obligés de se salarier pour payer leurs études, et les stages non payés. Jeunes socialistes, nous ne pouvons nous limiter à la seule allocation autonomie dans nos revendications.

Il faut créer un suivi personnalisé des jeunes qui sortent du système éducatif, ils doivent continuer à avoir accès à des conseillers d'orientation. De plus, les formalités administratives pour toucher des aides (ex : APL) sont souvent très complexes, beaucoup d'aides auxquelles ils ont droit leur sont inconnues. Je propose la création d'un contrat d'insertion jeune, avec comme base le SMIC, d'une durée indéterminé et d'une formation de six à vingt quatre mois, payée par l'Etat. Il est préférable que l'Etat finance la formation des jeunes au lieu de les laisser dans une situation des plus précaires. La lutte contre le chômage des jeunes doit rester notre priorité d'action en tant que jeunes socialistes.

## "Les jeunes socialistes d'Epinais à la Génération CPE"



Le MJS n'a pas encore d'équipe fédérale sur le tour de France, mais il a deux auteurs qui font le tour de France des fédés (Ils étaient à Saint Etienne le 3 octobre, à Paris le 8, seront à Nantes le 22, les autres dates sont en programmation). Jean-François Claudon et Julien Guérin, auteurs du livre "Les jeunes socialistes d'Epinais à la Génération CPE" (éditions de l'Ours, 2008), font le tour des fédérations de notre organisation pour présenter leur production et échanger avec les militants sur les tenants et les aboutissants de notre histoire commune fondée sur l'action collective et la transformation sociale. Tous deux historiens et militants socialistes, ils ont consacré leur ouvrage à l'étude de plusieurs générations de jeunes qui ont inscrit leur vie dans l'engagement, la réflexion critique et l'action politique dans le camp du socialisme démocratique. Mêlant le souci d'une narration fluide aux scrupules inhérents à la recherche de la vérité, ils nous livrent la première histoire de notre mouvement que chacun d'entre nous doit s'approprier pour mieux la transmettre. Outil de formation et de réflexion, "Les jeunes socialistes d'Epinais à la Génération CPE" est une première étape dans la construction critique de notre mémoire commune et de la représentation historique de notre organisation dans le mouvement ouvrier et la société.

RC

Commandez le livre à l'OURS

L'OURS 12 Cité Malesherbes 75009 Paris

Tél. 01 45 55 08 60

### UNITÉ

Direction de la rédaction : collective

Bernalicis Ugo (59)	Guoin Cédric (03)
Chavigné Thomas (31)	Johanny Laurent (94)
Chenu Renaud (75)	Leblong-Masclat Emilie (31)
Cilgi Tuncaï (64)	Rouvière Yoann (43)
Claudon Jean François (75)	Simon Ernest (44)
Crouzet Martin (69)	Simon Jérémy (59)
Guérin Julien (43)	Tourcoing Robert (75)

Numéro 16, octobre 2008

Articles en ligne sur [www.democratie-socialisme.org/](http://www.democratie-socialisme.org/)

Je rejoins  
L'Offensive Socialiste !  
envoyer un mail à  
[offensive.socialiste@gmail.com](mailto:offensive.socialiste@gmail.com)

LISEZ UNITÉ LE JOURNAL DE L'OFFENSIVE SOCIALISTE !  
<http://offensivesocialiste.wordpress.com/>  
[offensive.socialiste@gmail.com](mailto:offensive.socialiste@gmail.com)